

# La négation du principe divin de l'autorité conduit nécessairement à la tyrannie et au chaos social

La société française et les sociétés occidentales en général, sont marquées par une crise de l'autorité touchant toutes les sphères : politique, médiatique, famille, école, justice . On ne croit plus les journalistes, l'autorité parentale est contestée, l'école est décrédibilisée, la justice laxiste est déconsidérée et la défiance des français vis-à-vis de la classe politique ne cesse d'augmenter. Déjà en 2019, le Baromètre de la confiance politique(( une enquête du Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) )) révélait que 74 % des personnes interrogées pensaient que le personnel politique était plutôt corrompu et que 61% n'avaient confiance ni en la gauche, ni en la droite pour gouverner le pays. De manière générale 79% disaient éprouver des émotions négatives vis-à-vis de la politique (dont : 39% de la méfiance et 28% dégoût...).

Cette défiance généralisée à l'égard du pouvoir et des élites affecte toutes les institutions. Aucune n'y échappe, toutes voient leur légitimité remise en question, ce qui crée cet état de révolte et de conflit permanents qu'on constate aujourd'hui dans toute la société.

L'homme moderne, trompé en effet par l'idéologie révolutionnaire, a cru qu'il suffisait de se débarrasser de Dieu et des Rois pour devenir libre. Aujourd'hui, il n'obéit plus à aucune autorité divine ni à la loi naturelle, mais il obéit en revanche sans broncher aux ordres les plus absurdes et les plus humiliants qu'un régime ait jamais pu imaginer :

« mets ton masque », « ne dépasse un rayon de 1 km pour tes sorties », « respectes les gestes barrières », « fais toi tester à chaque fois que tu as le nez qui coule », « vas te faire injecter tous les 3 mois un « vaccin » qui n'empêche pas la contamination ».

Ni Dieu, ni maître vraiment donc ? De fait l'Etat, les « experts médicaux » BFMTV, sont aujourd'hui acceptés par une majorité des citoyens comme une autorité divine infaillible. Leurs avis et leurs décisions ne sauraient être contestés sous peine d'être taxé de dangereux complotiste, d'ennemi de la société, de danger pour la santé publique ou de traître au vivre-ensemble.

Au final, après plus de deux siècles de Révolution, l'homme moderne est-il donc vraiment plus libre et émancipé que les hommes de la société féodale, comme il aime à le penser ? Peut-on imaginer les hommes de l'Ancien Régime se soumettre à un contrôle aussi draconien et indigne de leurs vies ? Désormais l'Etat entend en effet exercer un contrôle complet de notre vie sociale, de notre santé, de nos idées : grâce aux QR code, aux algorithmes des réseaux sociaux et aux puces, le moindre de nos faits et gestes peut être dénoncé, le moindre propos de travers peut nous valoir un bannissement des réseaux sociaux ou une exclusion de l'entreprise.

Avec le Covid-19, on a vu ce contrôle prendre des proportions inouïes : 2H de sortie par jour, attestation de déplacement dérogatoire en période de couvre-feu, déplacements limités à 10 km autour de son domicile etc... Le droit au travail a même été dénié à certaines catégories de population s'ils refusaient de se soumettre à l'obligation vaccinale édictée par l'Etat (soignants, pompiers).

Tout au long de cette crise, la France entière s'est ainsi vue soumise au diktat d'un Conseil « scientifique », qui a été érigé en autorité suprême incontestable, sans aucune légitimité politique. On a vu que cette « autorité » avoir une

préférence systématique pour les recommandations les plus dures et les plus liberticides : confinement, pass sanitaire, couvre-feu etc... et ces mesures étaient quasiment à chaque fois aussitôt appliquées par le gouvernement, sans qu'aucune discussion ne soit possible. Or ces mesures dont l'efficacité étaient hautement questionnables, qui ont déstabilisé toute l'économie et qui ont littéralement détruit des vies étaient clairement hors de proportion avec la menace réelle que constituait le covid. Le covid peut certes prendre des formes graves mais globalement tue à peine plus qu'une grippe. Et surtout nous avons eu droit à une propagande inouïe (pour ne pas dire des mensonges) pour décrédibiliser tout autre thérapie que le seul « vaccin », ( « vaccin » qui est en réalité une thérapie génique reposant sur des technologies ARN) dont on ne connaît pas les effets à long terme, qui ont des effets secondaires graves avérés, et qui de toutes façons n'empêche pas la transmission.

Tout d'un coup LA science décidait de ce que nous étions en droit de faire et de ne pas faire, instaurant un système politique digne d'Orwell. Dans ce régime ultra autoritaire chacun fut sommé de se soumettre aux ordres de la technocratie sanitaire. Si l'on n'était pas à jour de ses « vaccins » ou qu'on n'avait pas de pass sanitaire, on devenait un citoyen de seconde zone.

L'homme, aujourd'hui, donc, s'est affranchi des autorités traditionnelles : Dieu, l'Eglise, le Roi, le père mais il est parfaitement soumis au pouvoir arbitraire de politiciens tyranniques, de technocrates corrompus, de comités d'« experts » et de flics qui « ne font qu'appliquer la loi ». En refusant d'obéir au Roi et à Dieu il y a plus de deux siècles, dupés par cette promesse de liberté des révolutionnaires, les français ont donc troqué un pouvoir qui avait certes ses imperfections mais qui était globalement ordonné au bien commun et au bien des âmes pour celui d'une oligarchie apatride sans foi ni loi. Le pouvoir actuel,

littéralement sans âme, n'hésite pas, en effet, à réprimer les manifestations de ses enfants à coup de gaz lacrymogènes, grenades, flashball, canons à eau ou à imposer à une dictature sanitaire portant atteinte aux libertés les plus élémentaires de travailler, de se déplacer, de se réunir.

Le chaos vient donc de loin. En 1793, en exécutant Louis XVI, c'est au principe même d'autorité que les révolutionnaires s'en sont pris, cette autorité qui faisait l'unité politique de la France. La conséquence directe de la négation du principe selon lequel toute autorité vient de Dieu fut que toute légitimité réelle fut ainsi retirée au pouvoir.

On ne peut évidemment pas fonder une société pérenne sur la négation de la vérité, et sur le refus de La Vérité dans son essence : Dieu. Pour que le pouvoir soit légitime il faut en effet nécessairement qu'il soit ordonné à la vérité et qu'il réalise la justice. La supériorité de l'ordre politique chrétien venait de ce que le pouvoir y était fondé sur la vérité, c'est cette connexion intime avec la vérité qui le rendait légitime et fécond. Ces vérités sur l'origine divine du pouvoir sont dans les évangiles mêmes. Lors de sa Passion, Notre Seigneur Jésus-Christ nous montra cette connexion : « Pilate lui dit : Tu es donc roi ? Jésus répondit : Tu le dis, je suis roi. Je suis né et je suis venu dans le monde pour rendre témoignage à la vérité. Quiconque est de la vérité écoute ma voix. » Jean 18 :37. Lorsqu'il révèle sa Royauté, nous voyons que Notre Seigneur Jésus-Christ la lie en effet directement à la vérité. Par ces paroles Il nous montra clairement que l'autorité vient de la vérité.

Ce lien consubstantiel entre l'autorité et la vérité se continua ensuite par la papauté : la nation est sous l'autorité du roi, qui lui-même est soumis au pape, qui lui-même est soumis à Dieu, donc in fine à la vérité. Jésus-Christ, la Vérité sur terre, institua la papauté garante des vérités de foi et les rois furent soumis à cette autorité : les rois étaient sacrés par les évêques et ils pouvaient être

démis de leurs fonctions par l'Eglise. Et si les rois étaient soumis au pape, c'est parce qu'en tant que représentant de Dieu sur terre, le Vicaire du Christ, était le garant de la vérité, en vertu de l'infaillibilité qui lui est octroyée par Dieu sur les questions de foi et de morale.

Dans la société chrétienne, on voit donc que tout était ordonné à la vérité.

C'est cette connexion avec la vérité qui a été tranchée par la Révolution de 1789. En instituant le faux dogme de la souveraineté populaire, la Révolution a cassé cet ordonnancement du pouvoir à la vérité pour le rendre à l'inverse dépendant de la seule volonté des hommes, qui, désormais, n'ont plus aucune obligation de se soumettre à la vérité. La vérité est objective et indépendante des choix humains, la seule alternative étant soit de la reconnaître et être ainsi dans le vrai ou de la refuser et donc d'être dans l'erreur. Mais à la suite de la rupture de la Révolution, la vérité fut rendue prisonnière du bon vouloir des hommes : dans l'ordre révolutionnaire inversé, la vérité est en effet soumise à la volonté générale du peuple qui peut décider de changer les lois même en violant la loi naturelle et la loi divine, donc décider de ce qui est bien ou mal comme bon lui semble ! Ce qui est proprement une forme de délire, si on y réfléchit bien. Cela revient à fonder la société sur l'erreur et mettre l'ordre social à la merci de toutes les errances, illusions, caprices, perversions de l'esprit humain dont on sait qu'il est très largement faillible et porté au mal, n'en déplaise à Rousseau.

Si dans l'ordre politique chrétien le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel sont unis au service de la vérité, ce qui a pour effet de produire la justice, dans l'ordre politique révolutionnaire en revanche le pouvoir étant fondé sur un mensonge initial (la souveraineté du peuple), il ne peut que se maintenir par la force, ce qui aboutit à l'injustice généralisée, et c'est bien ce qu'on constate aujourd'hui. La

République maçonnique étant illégitime dès ses origines, n'a que la force et le mensonge pour se faire respecter. On voit bien que plus les années passent et plus la République se transforme en un régime du mensonge et de la violence politique permanente. La Macronie est l'incarnation parfaite de ce système : manipulation de l'opinion, déni des réalités (criminalité, grand remplacement, islamisation etc), Psy Ops (opérations psychologiques), ingénierie sociale, récupération politique, persécution psychologique et physique des opposants, répression des manifestants, réécriture de l'histoire et culpabilisation, censure généralisée, guerre à l'international dysfonctionnements politiques actuels ne sont donc que le fruit pourri de l'ordre révolutionnaire institué en 1789. Chaque jour, l'actualité politique nous apporte la confirmation de ce que tous les contre-révolutionnaires lucides avaient entrevu dès les origines de la Révolution.

Pour conclure ces réflexions sur la notion d'autorité, voici quelques extraits d'un ouvrage d'Auguste Nicolas, « La Révolution et l'ordre chrétien » qui apportent un éclairage intéressant sur le principe divin de toute autorité, le rapport entre la liberté et l'autorité et le rapport entre la révolte et la servitude. L'ouvrage date de 1874 mais ces réflexions n'ont rien perdu de leur actualité, les événements depuis ne font que confirmer les analyses d'Auguste Nicolas.

## **Quand disparaît l'autorité, il n'y a plus que la force qui gouverne :**

*« L'Autorité, est chose morale et spirituelle. Il ne faut pas la confondre avec la force. La force l'accompagne, mais comme revêtement et supplément. Elle est d'autant plus autorité qu'elle est plus exempte de force matérielle, qu'elle repose sur la notion du droit et sur la conscience du devoir, sur le sentiment de la responsabilité dans celui qui commande, du respect et de l'amour dans celui qui obéit. C'est là*

*proprement l'autorité ; et c'est ce qui fait que nous n'en n'avons plus ; et que nous n'en connaissons plus que la force. Autrefois c'étaient les scélérats qui ne connaissaient de l'autorité que la force ; mais les honnêtes gens, la masse de la société, l'honoraient à face découverte, et elle était aussi respectée que populaire. Le Français était fier de ses souverains, il les aimait jusqu'à l'idolâtrie. C'était là le caractère particulier de notre nation, et qui en faisait par excellence la nation noble. Aujourd'hui, qu'on me permette cette dure vérité, nous en sommes tous où en étaient autrefois les scélérats. **Nous n'avons plus pour le Pouvoir que du mépris, de la haine, ou de la peur ; et le Pouvoir n'a plus pour nous que de la force, du charlatanisme et de la ruse. C'est-à-dire qu'il n' y a plus d'autorité, que le moral qui la constitue a disparu, et qu'il ne reste plus que la force ; ce qu'il y a tout à la fois de plus brutal et de plus cassant. (...)**"*

## **Le principe divin de toute autorité :**

*« Depuis lors les sociétés sont déshéritées de l'Autorité.(...) Est-ce pour toujours? Après une nuit séculaire de révolution politique et de cohésion sociale ne reverrons-nous non plus le lever de cet astre dont nous avons vu le coucher sanglant ?*

*Ce qui est certain, et ce qu'il faut bien nous dire, c'est que, **au point où en sont les choses, la politique s'agite en vain dans la région inférieure des combinaisons de ce qui est, ou plutôt de ce qui n'est plus, faute d'autorité. In vanum laboraverunt. C'est au-dessus qu'il faut commencer d'abord par chercher ce premier élément constitutif de toute constitution véritable. La chose est simple, et elle n'est difficile que parce que ceux mêmes qui la reconnaissent ne s'y résignent pas. S'il est vrai en effet, comme je crois l'avoir démontré, qu'il ne saurait y avoir de société sans gouvernement, de***

**gouvernement sans autorité, et d'autorité sans l'Autorité première, c'est à cette Autorité première qu'il faut venir rattacher cette chaîne homérique à laquelle le genre humain est suspendu, et dont la rupture ne cessera de nous précipiter tant que nous nous obstinerons follement à faire de cette rupture même un principe. C'est ce que proclame d'un bout des temps à l'autre la grande voix de la Raison ; "Roi suprême," chantait-elle autrefois par la bouche de Cléante," rien ne se fait sans Toi, excepté le mal que commettent les mortels insensés!"** — Les puissances gouvernementales écrivait dernièrement lord Derbirgh à M. Le Play, se passent du bon Dieu, car ces hommes se croient tout puissants. **Voilà la première faute. On ne reconnaît pas Dieu comme le Maître et le Régent de l'univers, avec l'aide duquel on peut tout faire, sans lequel on ne peut rien faire de bon.**" (...)

C'en est assez pour qu'il reste acquis que la première pierre de touche à laquelle nous devons précisément éprouver quel est le meilleur gouvernement, c'est **ce principe divin de toute autorité**, point d'attache de cette chaîne d'aimant, qui, pénétrant tous ses anneaux de sa vertu, rétablira toutes les autorités sociales dans la première d'où elles dérivent: l'Autorité de Dieu sur les âmes, du gouvernement sur les peuples, du père sur la famille, du maître sur les serviteurs, du patron sur les ouvriers, du citoyen le plus digne sur ses concitoyens, enfin de chacun de nous sur nous-même."

## **La révolte conduit à la servitude :**

« Dépendre, obéir, est la loi commune de quiconque ne s'est pas fait lui-même. Et cela, non seulement au point de vue du droit d'antériorité et de supériorité de son auteur, mais parce que, être imparfait et toujours perfectible, l'homme tient constamment à la main qui ne cesse de l'achever en vertu de la même puissance qui l'a fait, et à laquelle il ne peut se soustraire sans se défaire. Cette dépendance qui fait son ordre fait dès lors aussi toute la liberté dont il est



susceptible, parce qu'elle fait son concours à l'existence et au développement qu'il reçoit. Par contre, se soustraire à cette dépendance, c'est tomber dans une pire, celle de sa propre impuissance et de tout le mal qu'on se fait.

Impossible de sortir de là. **Obéir est la loi de nature. La question n'est pas d'obéir ou de ne pas obéir ; mais d'obéir à l'ordre ou désordre, à qui a droit ou à qui n'a pas droit, à la raison ou à la déraison.** Ce n'est qu'un choix entre deux dépendances. Seulement sous l'une on est libre, sous l'autre on est serf. Voilà toute la question.

La doctrine révolutionnaire de l'indépendance croit sortir de ce cercle en rejetant toute sujétion. Mais elle ne parvient qu'à rejeter toute sujétion légitime sous l'autorité du plus noble, ce qui est la condition de la liberté, et qu'à tomber sous la tyrannie du plus vil, ce qui est la condition de la servitude.

Lors donc que nos Sans Dieu viennent nous parler de liberté en rejetant la condition première de toute liberté, et qu'ils opposent leur libre pensée à notre noble soumission, nous pouvons les renvoyer avec cette foudroyante apostrophe que le républicain Milton met dans la bouche de l'ange fidèle contre l'ange révolté : « Apostat, tu te trompes ; éloigné de la voie de la vérité, tu ne cesseras pas d'errer. Injustement tu flétris du nom de servitude l'obéissance que Dieu ou la nature ordonne. Dieu et la nature commandent la même chose, lorsque celui qui gouverne est le plus digne. La servitude est de servir l'insensé qui s'est révolté contre un plus digne que lui, comme les tiens te servent à présent, toi non libre, mais esclave de toi-même et tu oses effrontément insulter à notre devoir ! Règne dans l'enfer ton royaume ; laisse-moi servir dans le ciel Dieu à jamais béni, obéir à son divin commandement qui mérite le plus d'être obéi !" (Paradis perdu, ) Il y a plus, et c'est ici qu'éclate cette merveilleuse génération de la liberté du sein de la légitime soumission : sur son obéissance à ce qui lui est supérieur, l'homme appuie

sa domination sur ce qui lui est inférieur, et, ce qui est admirable, sur lui-même. Il se domine en se soumettant. Il s'approprie en quelque sorte l'autorité sous laquelle il s'incline, l'autorité même de Dieu ; il s'obéit : Ce qui est la suprême liberté dans l'ordre parfait, parce qu'elle égalise et identifie en quelque sorte le sujet et le souverain.

**La révolte conduit à la servitude, la légitime soumission à la liberté, au règne.** Et ce n'est pas seulement la parole sacrée qui a dit servir Deo regnare est; la voix du genre humain lui a fait écho dans ces paroles d'Horace au peuple romain: " C'est parce que tu t'es soumis aux dieux que tu commandes au monde."(...)

Ces vérités qui étaient théoriques et philosophiques autrefois, et qu'il ne venait pas à la pensée d'exposer, tant elles allaient et fonctionnaient de soi, sont aujourd'hui expérimentales. La Révolution les a fait éclater en désastres en les violant. Nous en sommes la cruelle démonstration."

---